

*Jean-Maurice LESBACHES*  
*Commissaire enquêteur*  
*5, MONTAUGE*  
*33190 BAGAS*  
*0556714169*  
[\*jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr\*](mailto:jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr)

**CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE**

\*\*\*\*\*

**COMMUNE DE LARUSCADE**

\*\*\*\*\*

**ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR :**

***Le projet d'aménagement foncier agricole et forestier concernant LARUSCADE  
avec extension sur les communes de CAVIGNAC, CEZAC et LAPOUYADE pour  
3199 hectares.***

**Destinataire:**

**Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde**

**Copie**

**Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux**





Jean-Maurice LESBACHES  
Commissaire enquêteur  
5, MONTAUGE  
33190 BAGAS  
0556714169  
[jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr](mailto:jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr)

## CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE

\*\*\*\*\*

### COMMUNE DE LARUSCADE

\*\*\*\*\*

#### ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR :

*Le projet d'aménagement foncier agricole et forestier concernant la commune de LARUSCADE avec extension sur les communes de CAVIGNAC, CEZAC et LAPOUYADE pour 3199 hectares.*

### SOMMAIRE

#### PIECE 1: Rapport du Commissaire Enquêteur.

##### 1-Organisation de l'enquête :

- 1-1- Objet de l'enquête.
- 1-2- Cadre juridique de l'enquête.
- 1-3- Description du projet soumis à l'enquête.
- 1-4- Composition des dossiers .
  - 1-4-1- Dans le cadre réglementaire
  - 1-4-2- Dans la partie descriptive du projet de réorganisation foncière.
  - 1-4-3- Etude d'impact

##### 2- ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUETE :

- 2-1- Publicité et information du public
- 2-2- Déroulement de l'enquête.
- 2-3- Clôture de l'enquête.

##### 3- AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :

#### **4- ANALYSE DES OBSERVATIONS**

##### **4-1- Analyse et réponse aux différentes observations**

**4-1-1- Consignations enregistrées sur le registre d'enquête n°1.**

**4-1-2- Lettres et documents remis au commissaire enquêteur et enregistrés sur le registre d'enquête n°2**

**4-2- Observations d'ordre général.**

#### **PIECE 2: Conclusions et avis du Commissaire Enquêteur.**

##### **Conclusions**

##### **Avis motivé**

**1 Rappel sur le déroulement de l'enquête**

**2- Avis motivé :**

**2-1- Participation.**

**2-2- Le projet.**

**2-3- L'avis de l'autorité environnementale**

**3- Conclusion**

**\*\*\*\*\***

Jean-Maurice LESBACHES  
Commissaire-Enquêteur  
5 MONTAUGE  
33190 BAGAS  
0556714169  
[jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr](mailto:jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr)

## CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE

\*\*\*\*

### COMMUNE DE LARUSCADE

#### ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR :

*Le projet d'aménagement foncier agricole et forestier concernant la commune de LARUSCADE avec extension sur les communes de CAVIGNAC, CEZAC et LAPOUYADE pour 3199 hectares.*

\*\*\*\*

#### RAPPORT DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR

#### 1- ORGANISATION DE L'ENQUETE :

##### 1 -1- Objet de l'enquête :

L'enquête publique, objet du présent rapport, consiste à présenter aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre d'aménagement foncier agricole et forestier la nouvelle distribution parcellaire, le nouveau plan de voirie ainsi que le programme des travaux connexes approuvés par la commission Communale d'Aménagement Foncier (CCAF) de la commune de Laruscade le 14 juin 2013, et à recueillir l'avis du public et plus particulièrement des propriétaires fonciers concernés.

##### 1-2- Cadre juridique de l'enquête :

Je soussigné **Jean-Maurice LESBACHES** ai été désigné, par décision n°E13000145/33 en date du 18 juin 2013 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de BORDEAUX, en qualité de commissaire-enquêteur pour mener l'enquête publique portant sur le projet d'aménagement foncier agricole et forestier concernant la commune de LARUSCADE avec extension sur les communes de CAVIGNAC, CEZAC et LAPOUYADE, pour 3200 hectares.

Par cette même décision, Monsieur André VANTALON est désigné comme commissaire enquêteur suppléant.

Par Arrêté en date du 17 décembre 2013 Monsieur le Président du Conseil Général de la Gironde, a prescrit l'enquête publique du lundi 17 février au lundi 17 mars 2014 à 17 heures inclus, soit 30 jours consécutifs, en a fixé les modalités et les jours et heures de mes permanences.

Durant cette période, il était possible de consulter l'ensemble des pièces du dossier et d'inscrire les observations éventuelles sur un registre d'enquête déposé à la mairie de la commune concernée par le projet, aux jours et heures habituels d'ouverture de celle-ci au public.



### **1-3- Description du projet soumis à l'enquête :**

Suite à la réalisation de la ligne à grande vitesse (LGV) TOURS-BORDEAUX, la commune de LARUSCADE avec extension sur les communes de Cezac, Cavignac et Lapouyade, est concernée par le projet d'aménagement foncier agricole et forestier (AFAF). Cette coupure artificielle, a perturbé sensiblement l'exercice des activités agricoles et forestières sur ce territoire.

L'ensemble des parcelles concernées représente une superficie de 1 712 hectares sur les quatre communes. Après demande et accord du conseil général de la Gironde, la commission communale d'aménagement foncier a proposé de définir un périmètre complémentaire pour une superficie de 1 487 hectares permettant de couvrir l'ensemble de la commune de Laruscade, le reste de la commune ayant déjà fait l'objet d'un AFAF lors de la réalisation de la RN10. Deux arrêtés préfectoraux ont défini les prescriptions relatives aux deux périmètres : 11 février 2009 pour le complémentaire et 06 mars 2009 pour le périmètre perturbé. Par ces mêmes arrêtés, ont été fixées les prescriptions environnementales que le plan du nouveau parcellaire et le programme des travaux connexes devront respecter

L'opération portant sur un projet de 3199 hectares (périmètre perturbé 1712 hectares, périmètre complémentaire 1487 hectares) a été ordonnée par un arrêté du président du conseil général de la Gironde le 06 avril 2009, modifié le 03 juin 2013.

Les commissions communales d'aménagement foncier (CCAF) ont été constituées par arrêté du 29 mai 2007 et se sont réunies le 12 juin de la même année. Suite à cette réunion, elles ont décidé de réaliser un aménagement foncier sous l'égide de la CCAF de Laruscade avec extension aux trois autres communes.

Le projet sous maîtrise d'ouvrage du conseil général de la Gironde a été engagé en deux phases :

- ✓ Réalisation d'un AFAF avec inclusion d'emprise sur le périmètre perturbé (sur les quatre communes) par la LGV financée par COSEA, groupement d'entreprises chargé de la conception et de la construction de la ligne ;
- ✓ Extension de l'AFAF sur un périmètre complémentaire sur Laruscade financée par le conseil général de Gironde.

Le périmètre final retenu permet de répondre à l'objectif principal de l'AFAF qui est de : **« compenser l'effet de coupure de la LGV sur les propriétés et de pallier les difficultés de desserte engendrées par l'interruption de la voirie rurale et des chemins d'exploitation ».**

Le projet permet d'aboutir à une diminution très nette du nombre de parcelles et d'îlots, autorisant une gestion facilitée du foncier :

- ✓ Le nombre de parcelles passe de 6700 à 1498 ;
- ✓ Le nombre d'îlots de propriété passe de 3425 à 1363.
- ✓ La surface moyenne d'un lot passe de 0 ha 94 à 2 ha 36 a.

### **1-4- Composition du dossier d'enquête publique:**

#### **1-4-1- Dans le cadre réglementaire :**

Le dossier présenté en enquête publique a été réalisé conformément aux articles du code de l'Environnement et du code Rural et de la Pêche Maritime

Il comprend :

- ✓ Le mémoire relatif à l'opération d'aménagement foncier agricole et forestier de Laruscade ;
- ✓ Les délibérations des conseils municipaux de Laruscade, Cavignac, Cezac et Lapouyade ;
- ✓ Le procès verbal de la réunion de la CCAF de Laruscade du 14 juin 2013
- ✓ Un tableau comparatif de la valeur des nouvelles parcelles à attribuer à chaque propriétaire avec celle des terrains qui lui appartiennent ;
- ✓ Le programme des travaux connexes
- ✓ L'étude d'impact et son résumé non technique ;
- ✓ L'avis de l'autorité environnementale ;
- ✓ Un registre d'enquête destiné à recevoir les observations du public.

#### **1-4-2- Dans la partie descriptive du projet de réorganisation foncière,**

- ✓ La grille de classement des terres agricoles et forestières réparties en 36 valeurs unitaires ;
- ✓ Plan des propriétés avant aménagement foncier au 1/10000



- ✓ Plan des propriétés après aménagement foncier (Projet) au 1/10000
- ✓ Plan d'ensemble des travaux connexes (Projet) au 1/10000
- ✓ 4 registres décrivant pour chacun des comptes de propriété, la situation avant et après redécoupage des différentes parcelles avec le nouveau numéro cadastral, la superficie de chaque parcelle, la valeur et la classification en fonction de l'activité prévue (Terre, bois, etc...).
- ✓ 33 planches de plans cadastraux au 1/2000.

#### **1-4-3- Etude d'impact, :**

L'étude d'impact complète le dossier et prend en compte les effets sur l'environnement du projet.

La mise en service de la LGV TOURS-BORDEAUX est le fait générateur entraînant :

- La destruction d'espaces agricoles, forestiers, naturels et bâtis situés dans son emprise ;
- Le partage de territoires avec les modifications que cela entraîne sur les réseaux des voies de communication, le morcellement des propriétés, la fragmentation des habitats naturels et les corridors de déplacement de la faune.

L'aménagement foncier agricole et forestier (AFAF) fait partie des mesures mises en œuvre pour réduire, compenser ou supprimer les incidences énoncées ci-dessus. L'AFAF est une opération soumise à une étude d'impact.

Cette étude a été conduite par le Cabinet ADRET de TOULOUSE

L'analyse de l'état initial du site des préconisations ont été élaborées. Elles sont reprises dans les arrêtés préfectoraux des 11 février et 06 mars 2009 qui rappellent les prescriptions à respecter pendant l'opération d'aménagement foncier. La synthèse de ces arrêtés figure dans un tableau page 343 du tome 3 de l'étude d'impact ;

L'analyse des caractéristiques du projet traite des modifications découlant :

- Du changement du parcellaire ;
- Des travaux connexes,

Ces modifications entraînent des impacts directs ou indirects sur les habitats naturels, les espèces, les habitats d'espèces et les corridors biologiques, la trame bocagère, les cours d'eau.

L'ensemble des mesures préconisées pour l'évitement, l'atténuation, spécifiques pour l'atténuation et destinées à compenser les impacts est clairement défini dans ce même tome de l'étude d'impact.

En les détaillant, les impacts générés par le projet d'AFAF :

- sont globalement de faible importance et concernent pour l'essentiel des habitats communs sans enjeux majeurs,
- le projet de parcellaire n'a pas d'impacts environnementaux,
- les aménagements et créations de fossés n'entraînent pas de modifications sensibles sur la qualité des eaux des cours d'eau,
- n'a pas d'incidence majeure sur le projet « Vallée de la SAYE et du MEUDON » zone Natura 2000.

L'impact du projet est globalement sans incidence.

## **2- ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE :**

Le commissaire enquêteur s'est rendu au conseil général le 10 décembre 2013. Il a pu s'entretenir avec le représentant du conseil général en charge du dossier et en présence de Monsieur RAMBEAU géomètre pour définir les modalités matérielles de l'enquête publique.

### **2-1- Publicité et information du public**

Les mesures prises dans le cadre de l'information du public sont conformes à la réglementation prévue pour ce type d'enquête et répondent à l'article 5 de l'arrêté du président du conseil général en date du 17 décembre 2013.

Les personnes intéressées par cette enquête ont été informées de son organisation et de son déroulement, ainsi que l'attestent :

- la publication de l'arrêté dans les journaux
  - « Sud-Ouest » des 30 janvier et 20 février 2014,
  - « Haute Gironde » des 31 janvier et 21 février 2014

- Suivant la légalité, dès le 01 février 2014, avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, l'avis a été affiché sur les lieux concernés. Ils étaient visibles depuis la voie publique.



- Les services du conseil général ont fait notifier à chaque propriétaire l'avis d'ouverture de l'enquête publique.

## **2-2- Déroulement de l'enquête:**

L'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral. Les dossiers d'enquête ainsi qu'un registre d'enquête pouvaient être consultés, pendant toute la durée de l'enquête, par le public aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie à celui-ci.

L'affichage permanent des relevés cadastraux a permis également aux personnes intéressées d'avoir du temps pour effectuer leurs repérages des nouvelles parcelles

Je me suis tenu à la disposition du public à la mairie, aux jours et heures prescrits par ce même arrêté. Les huit permanences ont été assurées comme suit :

- lundi 17 février 2014 de 14h00 à 17h00 ;
- mardi 25 février 2014 de 14h00 à 17h00 ;
- jeudi 27 février 2014 de 14h00 à 17h00 ;
- lundi 03 mars 2014 de 14h00 à 17h00 ;
- samedi 08 mars 2014 de 09h00 à 12h00 ;
- mardi 11 mars 2014 de 14h00 à 17h00 ;
- jeudi 13 mars 2014 de 14h00 à 17h00 ;
- lundi 17 mars 2014 de 14h00 à 17h00.

Ces horaires ne sont qu'indicatifs, les permanences débordant parfois de plus d'1 h 30.

La présence permanente de Monsieur Rambeau, géomètre, ayant participé à la commission communale de réaménagement, a été d'un grand secours pour le commissaire enquêteur, les documents mis à sa disposition n'étant parfois pas d'une lecture aisée.

Les personnes qui le désiraient, pouvaient adresser un courrier, ou le déposer, en mairie de Laruscade à l'intention du commissaire enquêteur.

Il est à noter que de nombreuses personnes se sont intéressées à cette enquête. Durant les huit permanences, environ 250 personnes sont venues nous rencontrer. La densité des consignations, observations ou remarques a nécessité l'ouverture par le commissaire enquêteur d'un deuxième registre d'enquête.

- ✓ Registre 1 : 93 consignations ou remarques ; 7 lettres ou documents annexés.
- ✓ Registre 2 : 30 courriers annexés

### **La procédure légale et réglementaire a été respectée.**

## **2-3- Clôture de l'enquête:**

A l'issue de l'enquête, j'ai clôturé les deux registres d'enquête publique que j'ai conservés.

Le mercredi 02 avril 2014, j'ai rencontré à Laruscade Monsieur RAMBEAU afin d'obtenir des renseignements complémentaires me permettant d'apporter une réponse aux différentes remarques consignées ou jointes aux registres d'enquête.

## **3 – AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE :**

*Il est rappelé que pour tous les projets soumis à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public.*

Saisie le 05 août 2013 dans le cadre de la procédure par le président du conseil général de Gironde, l'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) s'est réunie le 23 octobre 2013 à Paris.

Cet avis est incorporé dans le dossier soumis à l'enquête publique ; il rappelle qu'il ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'étude d'impact et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il souligne différents points concernant l'étude d'impact à savoir ;

- ✓ Le caractère complet de cette étude d'impact ;
- ✓ L'intérêt du projet dans le cadre d'une meilleure gestion du foncier agricole et forestier ;
- ✓ Les principales caractéristiques du projet ;
- ✓ Les impacts sur l'environnement dans la zone concernée dus aux travaux connexes.



## 4 – ANALYSE DES OBSERVATIONS :

Par observation, il faut entendre observation manuscrite, lettre ou dossier remis au commissaire enquêteur et joint aux registres d'enquête.

Au cours de ses permanences, le commissaire enquêteur a pu s'entretenir soit avec les responsables de la mairie soit avec les représentants du conseil général. Un climat particulier était ressenti car une partie du public est restée sur les données correspondant à leurs desideratas exprimés lors de la dernière consultation en amont et ne correspondant plus à ce qui lui était proposé.

Deux registres étaient en cours d'enquête à la disposition du public. Les observations ou remarques peuvent donc se rapporter soit à des demandes d'ajustement, de bornage soit les plus nombreuses à des refus.

### 4-1-Analyse et réponses aux différentes observations :

#### 4-1-1 Consignations enregistrées sur le registre d'enquête n°1 :

\* La décision de la Commission Communale apparaîtra sous le sigle DCC.

\* La Commission communale apparaîtra sous le sigle : CC.

N° Obs.	N° de compte Coordonnées des parcelles	Observations formulées à l'enquête publique	Avis du commissaire enquêteur
1	3660 <b>CHAMAILLARD Bernard</b>	Demande de mise en place d'un pont sur la parcelle YH 44 Diminution de la surface proposée de 7a80ca par rapport à la demande initiale sur la parcelle YN7.	Déjà prévu dans le cadre des travaux connexes. Perte effective mais compensée par la valeur des bois sur la nouvelle parcelle.
2	12030 <b>MARCHAND Fablen</b>	Demande à conserver la même largeur d'entrée sur la parcelle YD7	Largeur de l'ancienne parcelle : 32,50 m Largeur de la nouvelle : 26,10 m Possibilité de créer une voie d'accès
3	14290 <b>ROYER Jacques René</b>	<u>Observation annulée</u>	Observation annulée et reprise sous le n° 27
4	7360 <b>GIRAUD Didier</b> D 129, 130, 131 et 132	Refuse la parcelle qui lui est proposée. Tient à conserver ses anciennes parcelles	Parcelles inchangées à l'exception des pistes forestières enlevées et compensées, sur la partie nord ouest de la parcelle 132 entraînant un gain de surface exploitable.
5	11700 <b>MOTARD Jean-Pierre et Bernadette</b>	La parcelle (YB 13) qui leur est proposée leur convient.	Pas de remarque.
6	1800 <b>BERLUREAU Robert</b>	Ne veut pas de la parcelle qui lui est proposée compte tenu de son état et des encombrants qui sont dessus	Ancienne parcelle enclavée avec droit de passage. Le but du réaménagement est d'éviter dans la mesure du possible l'établissement de servitudes. La nouvelle parcelle, qui devra être nettoyée, se situe en bordure de route.
7	9110 <b>LALANDE Michel</b> AM23 et 24	Refuse la parcelle YD18	La différence de surface de 31 ca est inférieure aux 1% admis. L'étang figure sur la parcelle YD18.
8	14540 <b>TRIAS Sylvette</b> AD72, 114 et AH47	Demande le regroupement de ses trois parcelles à l'Est de son ancienne parcelle	AH 47 ramenée sur AD72 à l'ouest. AD114 ramenée sur AD72. Report à l'Est comme demandé dépend de la <u>DCC</u> .
9	14540 <b>SARRAZIN Jean-Claude</b>	Refuse la parcelle YD32 Demande l'attribution de l'ancien terrain « LAVILLE » à l'ouest de sa maison.	Un arrangement peut être étudié en accord avec la SAFER qui récupérerait YD32 avec compensation sur YB18. Souhaite occuper la totalité de la parcelle YD41 mais le même problème se pose avec Mr SEVERIN. Cette zone a donc été partagée en deux parties. La décision finale reste du ressort de la CC.



10	3570 <b>CAZENAVE Roger Michel</b>	Refuse l'extension proposée sur la parcelle YB3. Demande l'attribution des parcelles ZY 1 et 2 attenantes au lot ZY4.	Les parcelles ZY 1 et 2 concernent deux propriétaires différents dont une ZY1 est bâtie. L'échange paraît difficilement réalisable. <u>DCC</u> .
11	6690 <b>FAVEREAU Pierre Francis</b>	Lors de la concertation, promesse de regrouper ses trois parcelles sur la commune de CEZAC. Le projet propose une parcelle YW 58 sur LARUSCADE qui ne lui convient pas.	Le projet proposé est de regrouper 4 petites parcelles en une seule en bordure de chemin. <u>DCC</u> (4 ilots en un seul)
12	3200 <b>CALIFOURG André Jean</b> AH 108 et 109	N'accepte pas la proposition qui lui est faite : YH20. Veut conserver ses anciennes parcelles.	La limite ouest est un fossé. Nettoyage de la parcelle proposée est prévu dans les travaux connexes. Un décalage vers l'Est est du ressort de la <u>CC</u> .
13	4300 <b>CLOAREC Moana Nathan</b>	Propriétaire de la parcelle XA32, souhaite acquérir auprès de la SAFER la parcelle XA33.	Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
14	5030 <b>DAUTELLE Anne-Marie</b>	Propriétaire du lot YH17 souhaite acquérir auprès de la SAFER la parcelle YH16 dont elle est riveraine.	Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
15	10620 <b>MALSANG Lucette</b> AE491	Demande la réattribution de son ancienne parcelle AE491 dans son intégralité.	2 lots adaptés aux différentes catégories de bois au lieu de 6 parcelles dispersées. <u>DCC</u>
16	7030 <b>FROUIN Jean Jack</b>	Propriétaire de la parcelle ZV 12, Souhaite acquérir auprès de la SAFER la parcelle ZV 13.	Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
17	8060 <b>HERVE Bernard</b> C226	Souhaite conserver la partie boisée de son ancienne parcelle C 226 et qu'elle soit intégrée avec la parcelle YA 17 qui lui est proposée.	Le nouveau découpage compense la perte éventuelle de zones boisées. Le total est identique. <u>DCC</u>
19	4360 <b>COLLERIE Clotaire</b>	Envisage de se séparer de la parcelle YW59	A prendre en considération pour les opérations futures de réaménagement foncier.
20	2860 <b>BOUSSIRON Jean-Marie</b> AW316, 66	Demande que le manque de surface suite à la parcelle qui lui est proposée soit compensé. Divers problèmes sont également à solutionner par rapport à cette parcelle YY12	Le compte est à équilibrer suite à une erreur de bornage. En ce qui concerne l'écoulement, la zone est exclue du réaménagement car bâtie. L'eau suit la pente naturelle. Le problème est à résoudre au niveau de la commune.
21	11050 <b>MASSIAS Francis</b> Liste jointe sur registre	Conteste la proposition qui lui est faite. Demande à ce que ses anciennes parcelles soient réévaluées.	La commission peut étudier l'assainissement du lot (ZX28) puis soumettre son acceptation au demandeur.
22	14510 <b>SANS Josette</b> AE 524	Souhaite conserver son ancienne parcelle boisée de chênes et de châtaigniers. Demande déjà faite avant l'enquête publique.	Proposition effectuée suite à une nouvelle décision de la commission communale.
23	3260 <b>Succession CAMUS Pascal</b>	Propriétaire de la parcelle YV 47, Souhaite acquérir la parcelle YV 46 dans le but de développer sa propriété.	Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
24	7470 <b>COUREAU Linette</b> AY 246-247 et 248	Refuse la parcelle YE 9 qui lui est proposée. Souhaite conserver ses anciennes parcelles Possède deux maisons lieu dit « Au Courreau ».	Propriétaire de nombreuses parcelles dispersées sur la commune, elles ont été regroupées en un seul lot. <u>DCC</u> pour étude d'un éventuel rapprochement.
25	1130 <b>AUVRAY Bernadette</b>	Souhaite acquérir la parcelle YD36 appartenant à la SAFER, jouxtant la parcelle YD 37 qui lui est attribuée.	Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
26	870 <b>ARNAUD Jean-Pierre</b>	La parcelle YW 74 qui leur est proposée leur convient.	Pas de remarque.
27	14290 <b>ROYER Jacques René</b>	La parcelle YH9 qui lui est proposée ne l'intéresse plus et est incluse dans la parcelle YH8 Demande la possibilité de faire un échange.	Echange à proposer à Madame PUYO, dans le sens du regroupement puis <u>DCC</u> .
28	8420 <b>JEANNEAU Sébastien</b>	Demande la réévaluation de la parcelle qui lui est proposée car elle ne comporte que des souches.	La coupe de bois a été constatée par les représentants du Conseil Général et une étude d'indemnisation est en cours. Affaire à suivre par la <u>CC</u> .
29	13180 <b>PUCHOL Jean</b> B744 et 743	Demande l'attribution de la parcelle B733 enclavée dans sa propriété en échange d'une partie à prendre dans les jeunes pins.	La parcelle en question est déjà incluse dans la proposition qui lui est faite. En réalité, le demandeur souhaite récupérer



			les parcelles <b>B734</b> et <b>735</b> qui sont déjà occupées. L'échange est à étudier avec <b>Mr RAUD</b> pour la partie jeunes pins L'ensemble dépend de la <u><b>DCC</b></u> .
30	9140 <b>LAMBERSEND Jeanine B269</b>	Refuse la parcelle <b>ZW 26</b> qui lui est proposée. Souhaite conserver son ancienne parcelle.	Proposition à étudier avec la <u><b>CC</b></u> si Mme <b>LAMBERSEND</b> est propriétaire de la parcelle <b>B1429</b> hors zone concernée par le réaménagement.
31	6360-6370-6375 <b>DURET Alain</b>	N'est pas défavorable aux parcelles qui lui sont proposées mais demande que cette zone soit assainie et reboisée pour pouvoir être exploitable.	Travaux connexes à envisager : <u><b>DCC</b></u> . En entente avec <b>Mr JOYAT</b> , revoir la configuration des parcelles : <u><b>DCC</b></u>
62	6370 <b>DURET Sophie</b>	Demande l'aménagement de la parcelle <b>YA 1</b> avec octroi d'une sortie sur la route n°107	Fait partie des travaux connexes : <u><b>DCC</b></u> .
63, 64	6360-6370-6375 <b>DURET Alain</b>	Demande un changement de tracé entre les parcelles <b>YM17</b> et <b>YM20</b> avec déplacement du bornage (Schéma joint). Demande un réaménagement par échange de la parcelle <b>YK 18</b> par des parcelles jouxtant celles déjà attribuées à Peulong ( <b>YL 5</b> , <b>YL 4</b> et <b>YL 3</b> ).	La demande est logique et ne semble pas soulever de problème particulier, les surfaces concernées restant identiques. A étudier avec la <u><b>CC</b></u> . Difficilement réalisable compte tenu des surfaces concernées. A étudier avec la <u><b>CC</b></u> .
32	6270-6275 <b>DUPAS Claudine</b>	Inscrit deux remarques au sujet des parcelles <b>YH 13</b> et <b>56</b> . Elle demande un changement de titulaire concernant la parcelle <b>YR 37</b> ainsi que la notion de communauté soit étendue à la parcelle <b>YH 13</b> .	Les deux lettres sont adressées l'une au Président de la Commission départementale et l'autre au secrétariat de la CCAF de LARUSCADE. Réponses demandées à la <u><b>CC</b></u> . Les changements des noms de propriétaires ne peuvent être effectués qu'après établissement d'actes notariés.
34	2510 <b>Indivision BOITEAU</b>	Est favorable au projet proposé. Demande cependant un réaménagement du terrain ainsi que la vérification de la présence et de la position de certaines bornes.	Actions à mener par la <u><b>CC</b></u> .
35, 36 et 51	4740 <b>COUREAU Philippe Michel</b> L'ensemble des parcelles concernées apparaît sur le registre d'enquête	Remarque que le projet proposé ne tient pas compte de ses doléances exprimées lors de l'avant projet. Demande le repositionnement de la borne placée au nord Est de la parcelle <b>C268</b>	Regroupement en une propriété. Demande à étudier et à résoudre par la <u><b>CC</b></u> .  Bornage à vérifier et à repositionner si nécessaire : action de la <u><b>CC</b></u> .
37, 38 et 52	4750 <b>COUREAU née DUPART Annie Chantal C253</b>	Refuse le remplacement de la parcelle <b>C253</b> par la parcelle <b>YA46</b> . Perte de surface et de valeur du boisement. Refuse la partie à l'Ouest de l'ancien chemin sur la parcelle <b>YO28</b> Demande que la qualité des parcelles en boisement <b>C133</b> et <b>AM49</b> soit prise en compte dans l'attribution des nouvelles parcelles (Prés au lieu des boisements)	La parcelle <b>YA46</b> à l'Est est contigüe à la propriété de <b>Mr COUREAU</b> . La parcelle <b>C253</b> est intégrée dans cette propriété. Concernant la partie Ouest sur la parcelle <b>YO28</b> , des échanges possibles peuvent être étudiés entre les différents propriétaires <b>Mr BERTET Patrick</b> et <b>Mme DURET Sophie</b> . L'ensemble de ces demandes est à étudier avec la <u><b>CC</b></u> , puis <u><b>DCC</b></u> .
39	7540 <b>GORGEOT Michel</b>	Souhaite l'attribution de la parcelle <b>YZ60</b> en lieu et place de parcelle <b>YZ57</b> , parcelle attenante à sa palombière. Dans un même temps, il souhaite l'acquisition auprès de RFF de la jonction avec « le lac vert ».	Echange envisageable à étudier par la <u><b>CC</b></u> avec <b>Mme SEURIN</b> puis <u><b>DCC</b></u> .  RFF doit être directement contacté par le demandeur.
40	6840 <b>FILLATREAU Jeanne Marcelle</b>	Refuse le projet proposé	Aucune proposition n'est formulée en contrepartie. Souhait à reformuler devant la <u><b>CC</b></u> qui prendra une décision.
41	1260 <b>NOUGUERRE Solange</b>	Refuse le projet proposé qui est sous estimé en valeur et en qualité par rapport à ses anciennes parcelles.	Avant : 16 parcelles réparties sur l'ensemble du territoire ; Projet : 2 en attributions. <u><b>DCC</b></u>
42	470 <b>SCI SAINTE ROSE AH64</b>	Annulée par courrier du 12 mars 2014	<u><b>Sans objet</b></u>
43	9040 <b>BELLANGER Anne-Marie</b>	Demande la réévaluation tant en surface qu'en valeur de l'échange proposé	Réévaluation à étudier par la <u><b>CC</b></u> .
44	3690 <b>CHAMAILLARD François AO57, 58, 59 et 60</b>	N'accepte pas l'échange proposé pour lequel il n'a pas donné son accord. Refuse que l'on ampute sa propriété de la parcelle <b>AO 57</b>	Les parcelles <b>AO58, 59 et 60</b> sont compensées sur <b>AO27</b> et <b>28</b> contigües formant ainsi un ensemble logique. La conservation de la parcelle <b>AO57</b> est prévue.



45	7460 <b>GOMBAUD Laurent</b>	Souhaite acquérir la parcelle <b>XA 76</b> appartenant à la SAFER	Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
46	12610 <b>PERROT Jean-Paul et Brigitte</b>	Refusent la proposition et demandent la vérification de l'ancien bornage	1 : le redressement des limites semble judiciaire et permet de supprimer des parcelles enclavées. 2 : Le compte est équilibré, la différence étant inférieure à 1%. 3 : Bornage à vérifier et à repositionner si nécessaire : action de la <u>CC</u> .
46 bis	12610 <b>PERROT Brigitte</b> <b>AR 188</b>	Demande que l'ancienne parcelle conserve sa superficie et soit indépendante de l'entité YT 24.	La parcelle <b>AR188</b> deviendra une subdivision fiscale après clôture des opérations
47	9400 <b>LAROCHE Robert</b> <b>BC 53, 54,55 et 57</b>	Refuse l'attribution de la parcelle <b>XB10</b> . Souhaite acquérir les parcelles <b>BC 56 et 57</b> qui sont dans la continuité de la parcelle <b>YE3</b> qui lui est proposée. Souhaite également se porter acquéreur de la parcelle <b>XB9</b> appartenant à la SAFER	Demandes à étudier par la <u>CC</u> .  Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
48	5840 <b>DROUILLARD Guy</b> <b>B385</b>	Refuse la parcelle <b>ZV 29</b> qui lui est proposée. Tient à conserver son ancienne parcelle qui appartient à un ensemble de parcelles non concernées par le réaménagement foncier	Les parcelles concernées sont sur la commune de <b>BEDENAC (17)</b> et la parcelle <b>B385</b> se situe dans la continuité. Cette demande semble logique <u>DCC</u> .
49	13760-12400 <b>RIVE Christian</b> <b>AT316 et 317, E460 et AO73</b>	Refuse la proposition qui lui est faite. Souhaite un regroupement de la valeur de l'ensemble de ses parcelles sur <b>LARUSCADE</b> avec quelques chênes.	Cpte 13760 : 1 seule parcelle valeur à ré estimer <u>CC</u> . Cpte 12400 : L'ensemble (2 petites parcelles) est regroupé sur la commune de <b>CAVIGNAC</b> en une seule ( <b>ZA15</b> )
50	8400-8405 <b>JEANNEAU Ghislaine</b> <b>C219</b>	Souhaite garder la parcelle <b>C219</b> . Ne désire pas garder les parcelles <b>YD 55, 56 et YH2</b> . Les parcelles <b>YD 55 et 56</b> souhaitent être conservées par l'ancien propriétaire <b>Mr CHICHE</b>	Le regroupement proposé correspond à la demande effectuée lors de l'avant projet. La modification fait suite à des accords passés pendant l'enquête avec RFF.
53	8610 <b>JOYAT Jean-Philippe</b> <b>B717</b>	Refuse la parcelle <b>ZY29</b> car elle ne correspond pas en valeur à son ancienne parcelle Demande à ce qu'elle soit réévaluée.	<b>B717</b> : 2ha66a70ca ; B3, B4 ; 4574 points <b>ZY29</b> : 2ha65a69ca ; B3, B4 ; 4500 points La perte en surface (1a01ca), inférieure à 1%, est cependant compensée par la valeur parcellaire : 2114 au lieu de 2093.
54 et 55	10195 <b>LHULLIER Nicole</b> <b>AD56</b> 10190 <b>LHULLIER Pierre et Nicole</b> <b>D347, 348 et 350</b>	Conteste la proposition de parcelle <b>ZW13</b> . Demande qu'elle soit ajoutée aux parcelles <b>YC3 et 5</b> de façon à ne former qu'un ensemble Demande la restitution de la parcelle <b>AD56</b> Refusent la proposition de parcelle <b>ZW14</b> . Demandent l'équivalent ajouté aux parcelles <b>YC3 et 5, AD56</b> . Le complément étant restitué au Bois de Pelong, ex parcelles <b>D347, 348 et 350</b> .	Demandes à étudier par la <u>CC</u> compte tenu des surfaces mises en jeu et de la difficulté de la réalisation puis <u>DCC</u> .
56	13950 <b>Indivision ROBIN</b>	<u>Observation annulée</u>	<u>Sans objet</u>
68	13950 <b>Indivision ROBIN</b>	Refusent la parcelle <b>ZV 8</b> car elle n'est pas exploitable dans son état actuel : trous de bombes, engins non explosés etc... Souhaitent garder leurs anciennes parcelles s'il n'y a pas d'autres propositions.	Remise en état et déminage à faire effectuer en liaison avec la commune.  Demande à étudier par la <u>CC</u> .
57	13840 <b>ROBIN Bernard</b>	<u>Observation annulée</u>	<u>Sans objet</u>
69	13840 <b>ROBIN Bernard</b>	Souhaite que la parcelle ( <b>ZV 25</b> ) qui lui est proposée soit retracée afin d'obtenir une parcelle rectangulaire	Demande fondée. Tracé à redéfinir par la <u>CC</u> .
58	15790 <b>ZAROS Mario et Marie-France</b>	Proposition acceptée (parcelle <b>XA1</b> )	Pas de remarque
59	1970 <b>BERTET Patrick</b>	1 : Demande l'aménagement de la parcelle <b>YI 20</b> En contrat avec une ferme solaire, demande à garder les parcelles <b>AL 187, 188, 179, AM 44, 45 et 331</b> . Refuse les parcelles <b>AM 36, 34 et 35</b> . Souhaite garder entièrement la parcelle <b>AL367</b> sur la section <b>YM</b>	1 : travaux prévus dans le cadre des travaux connexes. 2 : la modification de la proposition est à étudier par la <u>CC</u> en même temps qu'elle règle la demande de <b>M r COUREAU Philippe</b>



92	1970 <b>BERTET Patrick</b> AL 179, AM 11	1 Propose de céder son ancienne parcelle <b>AL 179</b> à <b>Mr DURET Alain</b> si celui-ci accepte de déplacer sa sortie dans la parcelle <b>AM 11</b> . 2 Récuse la commission d'aménagement foncier	1. Voir avec la <u>CC</u> . 2 Le commissaire enquêteur ne se prononce pas sur la deuxième partie de la remarque.
60	7350 <b>GERBEAUD Cédric</b> AH90 et 98	Refuse la parcelle <b>YA 24</b> qui lui est proposée. Veut conserver ses anciennes parcelles ou bien les échanger à proximité de « Pierre Brune » appartenant à la SAFER.	« Pierre Brune » n'est pas concerné par le réaménagement foncier. Si la proposition est maintenue, il demande un échange de la nouvelle parcelle avec la SAFER échange qui peut se faire ultérieurement.
61	12270 <b>PALACIN Dominique</b> AC 117, AD 14 et AE 27	N'accepte pas le projet qui lui est proposé et qui ne correspond pas à la première proposition à savoir parcelle <b>YD 520</b> en limite de la parcelle <b>YD3</b> côté Est.	Parcelle <b>YD 520</b> . Ce numéro de parcelle correspond à la numérotation de l'avant projet et n'est plus utilisé. La modification a été décidée par la <u>CC</u> .
65	3720 <b>PORTEYRON Mireille</b>	Souhaite acquérir les parcelles <b>YH 33, YH 16, YO18, YO 21, YC 25</b> et <b>YN 36</b> appartenant à la SAFER dans le cadre d'un agrandissement de son exploitation.	Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
66	7830 <b>GUIMBERTEAU Pierre</b>	Accepte la proposition qui lui est faite ( <b>YV15</b> ). Souhaite acquérir les parcelles <b>YV 10</b> et <b>YV 49</b> qui l'encadrent et appartiennent à la SAFER	Pas de remarque. Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
67	3510 <b>CAVIGNAC Daniel</b>	Demande l'aménagement de la parcelle <b>ZW 75</b> en créant une sortie sur la <b>RD 142</b>	Prévu dans les travaux connexes.
70	14330 <b>RULLIER Thierry</b>	Souligne que la parcelle qui lui est proposée ( <b>ZY 32</b> ) ne correspond pas à la proposition faite il y a deux ans. Il perd <b>39 ares</b> dans l'échange mais s'estime lésé quant à la valeur de cette nouvelle parcelle par rapport à sa plantation d'eucalyptus. Il demande uniquement que lui soit donnée une surface équivalente à savoir <b>1ha24a</b>	<b>B406 et C35</b> : 63a14ca ; B3, T11 ; 500 points <b>ZY32</b> : 85a16ca ; B3, B4 ; 668 points La valeur estimée est équivalente. A étudier puis <u>DCC</u> .
71	3140 <b>CABRELLI Bernard</b> AP 68	Souhaite conserver son ancienne parcelle en lieu et place de la parcelle ( <b>YS 11</b> ) qui lui est proposée. Demande à ce que l'étang figure sur la parcelle <b>YS 26</b>	Reconfiguration par rapport à son ancienne parcelle réalisable <u>DCC</u> . Etang à faire figurer (Géomètre)
72	5470 <b>DESSENT Robert</b> AN 206	Demande un aménagement de cette parcelle et une répartition de la servitude « Raquette » sur les propriétaires riverains.	Tracé du chemin à redéfinir en concertation avec les autres propriétaires utilisateurs <u>DCC</u> .
73	3900 <b>CHARRUEY Antoine</b> AZ152, 153 et 154	Désire garder comme demandé dans l'avant projet le reliquat des parcelles <b>AZ 152, 153</b> et <b>154</b> , faisant partie d'un ensemble bâti clôturé. Dépôt de trois courriers	1 un courrier remis au maire, les deux autres sont joints sur le registre d'enquête n°2.(2/6 et 2/7) 2 Les parcelles isolées ont été regroupées sur un ensemble de 30 hectares. Arrangements à étudier avec la <u>CC</u> .
74	7370 <b>HASSANI OUAZZANI Saïd</b> ZA 31 CAVIGNAC	Demande le changement d'emplacement du passage pris sur la parcelle <b>ZA29</b> permettant d'accéder à la parcelle <b>ZA31</b> .	Le tracé a été établi en tenant compte de l'exclu <b>AO 148</b> (bâti) et de l'enclavement de la <b>ZA31</b> .
75	15690 <b>VINCENT Yoann</b> AS60	Refuse la parcelle <b>YV 35</b> . Souhaite conserver son ancienne parcelle.	Le déplacement a été effectué en fonction des besoins du regroupement. La parcelle proposée est desservie au sud par une route.
76	6965 <b>FRADET Guillaume</b>	Demande le rétablissement des anciennes limites	Demande à étudier avec la <u>CC</u> .
77	910 <b>ARNOULD Josiane</b>	Refuse la parcelle <b>YX 16</b> telle qu'elle lui est proposée. Souhaite par contre l'attribution d'une parcelle équivalente dans la continuité des parcelles <b>YX 10</b> et <b>9</b>	L'ensemble de ses parcelles (33) a été regroupé en 4 sous ensembles. Compte tenu de la surface de la parcelle <b>YX16</b> semble difficile à réaliser. <u>DCC</u> .
78	9520 <b>LASSERRE Jean</b> D 206,187 et 188	Demande de tenir compte des observations antérieures (limite parcelle <b>D 206</b> ) et révision du bornage.	1 Courrier remis à <b>Mr RAMBEAU</b> . 2 Bornage à rectifier <u>CC</u> .
79	580 <b>ALLIOT Dominique</b> BC121, 126, 127 et 203	Refuse la parcelle <b>YE 33</b> qui lui est proposée. Demande à conserver ses anciennes parcelles ne voulant pas d'un terrain inondable	1 Un courrier reçu le 26 mars est joint. 2 La modification a été souhaitée par la commune en conseil municipal. 3 Le commissaire enquêteur ne peut donner un avis sur la dernière partie du courrier.



80	15530 VIGNAUD Danièle AD 245 ; YC20 et 24 ; YA 47	Souhaite que les deux parcelles YC 20 et 24 soient réunies. Ne souhaite pas conserver la parcelle YA 47 qu'elle voudrait voir ramenée sur la parcelle YC 23 ; elle souhaite également conserver la parcelle AD245.	Echange de la YA47 en contre partie de la liaison sur YC23 envisageable après entente avec les propriétaires concernés puis <u>DCC</u> .
81	3920 CHARRUEY Frédéric AZ366 et 367	Servitude sur la parcelle AZ366 sur la parcelle AZ367	La servitude sera rapportée sur les nouveaux actes.
82	6450 ELIE Jean-Marie	N'a pas vu la parcelle ZW 68 à CEZAC qui lui est proposée. Emet un droit de réserve quant à son acceptation et demande le passage de la commission.	En attente de sa décision qui devra être transmise dès que possible à la commission départementale de réaménagement foncier.
83	2070-2080 BESSION Aline	Demande la mise en place des bornes délimitant les terrains. Reconfiguration de la limite dans l'axe de la borne 2759 ne désire pas conserver la partie délimitée par les bornes 2743, 2757 et 2758, celle-ci étant marécageuse. Propose d'échanger sa parcelle YP 1 avec la parcelle YP 6.	Bornage à contrôler <u>CC</u> . Proposition d'échanges à étudier entre les propriétaires concernés puis <u>DCC</u> .
84	10530 MAGNIN Gérard	Demande que les encombrants actuellement sur la parcelle YR 8 qui lui est allouée soient enlevés.	Opération prévue aux travaux connexes.
85	10780 MARCHAND Jean-Daniel AS 26, 223 et 36	Demande la réévaluation de ses anciennes parcelles et que le manque observé lui soit alloué par augmentation de la parcelle.	Le regroupement paraît équilibré par rapport aux anciennes parcelles.
86	11080 MASSIAS Joël	S'oppose à la réalisation d'un chemin sur la parcelle YN 33 sachant que la parcelle YN34 est déjà desservie par un chemin situé au Nord. Réévaluation de la parcelle YN33 qui semble surévaluée.	Demande justifiée, la parcelle YN34 étant desservie par le Nord. Réévaluation de la parcelle YN33 souhaitée : <u>CC</u>
87	14450 SALIN Georges AY 15, 17, 18 et 332	Refuse la parcelle YB 36 qui lui est proposée.	Faire une proposition d'attribution soit dans la XA14 ou XA15 <u>DCC</u> .
88	8720 KERVARK Sylvette	Refuse la parcelle ZW 5 qui lui est attribuée. Demande la réévaluation de ses anciennes parcelles et souhaite en échange une parcelle plus rectiligne.	La parcelle ZW5 a une sortie sur la voie privée de la SOVAL. Cette parcelle est plus rectiligne que les précédentes B376, 369 et I394. La valeur globale estimée est équivalente et la perte en surface est inférieure aux 1% admis.
89	5830 DROUILLARD Marc	Demande que la limite de la parcelle ZV24 soit limitée à l'ouest par une ligne droite et que la perte de superficie ainsi créée soit compensée en prenant une bande sur la parcelle ZV 29 appartenant à son cousin qui ne la veut pas.	Alignement difficile à prévoir compte tenu de la configuration des lots des propriétaires voisins. A étudier par la <u>CC</u> .
90	6390 DURET Michel	Demande la réévaluation des parcelles par la commission car il perd dans l'échange une surface de 43a 11ca. La parcelle YO 26 est traversée par une ligne HT ce qui interdit tout reboisement ultérieur sous son passage	La différence, est légèrement supérieure aux 1% admis, Une réévaluation pour une éventuelle compensation peut être étudiée par la <u>CC</u> . La servitude sur la parcelle YO26 a été prise en compte dans l'évaluation de cette parcelle dont Mr DURET était déjà en partie le propriétaire.
91	6020 DUGAS Laurent	Souhaite acquérir la parcelle YX 14 appartenant à la SAFER pour s'agrandir Souhaiterait également l'attribution de la parcelle YX 18 (Mr VINCENT André Cpte 15650)	1 Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur. 2 Entente directe, une fois le réaménagement foncier arrêté, avec le propriétaire de cette parcelle.



**4-1-2 Lettres et documents remis au commissaire enquêteur et enregistrés sur le registre d'enquête n°2 :**

2/1	<b>SIMAILLAUD AN177</b>	Expose dans ce courrier un problème de buse qui passe sous leur haie.	Zone exclue de l'opération de réaménagement. Affaire à traiter avec la mairie.
2/2	<b>8590 JOYAT Josette</b>	N'accepte pas la proposition de parcelle <b>YC31</b>	Le tracé proposé sera rectifié conjointement à la réclamation de Mme <b>Sophie DURET</b> (Obs n°62) puis <b>DCC</b> .
2/3	<b>4240 CLAVE Jean-Paul</b>	Souhaite conserver ses anciennes parcelles Diverses demandes concernant les parcelles <b>YK15, YV34, YE37</b> .	1 Dans le cadre de la demande pour conserver ses anciennes parcelles, il existe une possibilité de reconsidérer la configuration générale de la partie <b>XA63</b> . 2 <b>YK15</b> agrandie d'environ 6 hectares ne convient pas. L'échange est non possible compte tenu de la surface trop importante. La solution consisterait à acquérir la parcelle <b>YV32</b> appartenant à la SAFER. 3 Parcelle <b>YE37</b> (ancienne <b>BC131</b> ) Cette parcelle sera traitée avec la première partie de la réponse, parcelle d'ajustement. 4 : sera également traité avec le point 1
2/4	<b>5890 DUCASSE Alain AP145, 146, 147, 148 et 149</b>	Demande d'autorisation de coupe de bois sur ces parcelles	La demande est à adresser au Président de la <b>CC</b> .
2/5	<b>8690 JUNQUA Yvan AE137, 200 et B1052</b>	Refuse le regroupement à <b>LARUSCADE</b> Demande regroupement à « Jean-Noël »	L'ensemble des parcelles comprises dans le périmètre sont regroupées à Jean-Noël. La limite de commune entre Laruscade et Lapouyade n'est pas considérée dans le réaménagement foncier, donc satisfaction est donnée. <b>DCC</b> .
2/6, 2/7 et 2/12	<b>3920 CHARRUEY Frédéric</b>	Dépôt de deux lettres identiques, la deuxième comportant la copie de l'acte de licitations <b>CHARRUEY</b> 2° dépôt de l'acte de licitations <b>CHARRUEY</b> .	Ces lettres correspondent à l'observation n°81 qui a déjà obtenu une réponse
2/9	<b>5810 MARCHAND Marie Madeleine</b>	Demande à revoir le tracé de la parcelle <b>YX11</b> . Demande la possibilité d'obtenir une compensation suite à la perte de bois.	Les parcelles boisées ont été vendues à RFF et il ne peut donc y avoir compensation par la <b>CC</b> . L'étude pour une reconfiguration des limites de la parcelle <b>YX11</b> est à mener par la <b>CC</b> .
2/10	<b>6570-6575 ESTRADE Hélène</b>	Refuse la proposition. Demande le déplacement par équivalence de la parcelle <b>YT6</b> .	Avis favorable pour redistribuer les parcelles en tenant compte de la valeur réelle des terres à vignes ainsi que pour le maintien des parcelles <b>YT1</b> et <b>55</b> . Pour la parcelle <b>YV6</b> , la demande est logique. L'étude devra cependant être menée en tenant compte de la valeur des bois. <b>DCC</b> .
2/11	<b>10880 MARTIN Christian</b>	1 Demande la réévaluation des bois sur les parcelles proposées. 2 Demande la modification des noms des propriétaires	1 La parcelle <b>ZX12</b> est concernée. La réévaluation devra être menée par la <b>CC</b> . 2 Voir avec le cadastre pour modifier l'état civil.
2/13	<b>2360 BLASQUEZ Christian</b>	Relevé des échanges déposé pour signaler un manque en superficie de 25a82ca	Avoir avant réaménagement : 65a 86ca Attribution : 65a 68ca Le compte est équilibré. Les parcelles <b>AP14</b> et <b>15</b> ne font pas partie du périmètre foncier donc sans objet.
2/14	<b>14140 ROUGERIE Christian</b>	Demande à conserver ses anciennes parcelles ou alors de reconsidérer le terrain qui lui est proposé ( <b>YD65</b> )	Le regroupement ( <b>AD 378, 379, 380 et 467</b> ) peut être reconsidéré dans la parcelle <b>YC 14</b> . Il inclurait également la parcelle <b>AE 385</b> . <b>DCC</b> .
2/15	<b>14160 ROUGERIE Marie-Norbertine</b>	Demande le regroupement des parcelles <b>YP45</b> et <b>YR34</b> .	La demande est logique. Elle est à négocier avec Mr <b>VERGNAUD</b> propriétaire de la parcelle <b>YR34</b> en liaison avec la <b>CC</b> .



2/16	<b>Ferme solaire de LARUSCADE</b>	Rappel du contrat d'utilisation des sols au titre de la ferme solaire de Laruscade	Mme DURTE Sophie, Mr DURET Alain et Mr BERTET Patrick restent propriétaires des parcelles concernées. Il ne devrait pas y avoir de changements, les baux étant retranscrits au regard des nouvelles parcelles.
2/17	<b>1550 BEAULAC Hugo</b>	Refuse la proposition qui lui est faite (YT20).	La reconfiguration de la parcelle GFA vignobles en Bordeaux (YT23) en vue d'une prochaine acquisition peut être reconsidérée par la CC. La réattribution des parcelles AR110 et 111 peut être négociée avec le GFA des Barrières en liaison avec la CC. La parcelle AR266 fait partie de l'ensemble BEAULAC.
2/18	<b>1530-1540 BEAULAC Laurence</b>	Reprend en grande partie les termes de l'observation précédente (2/17). Elle pose également des questions sur d'autres parcelles.	La parcelle AR 260 n'apparaît plus, et pourrait être la pointe ouest de la parcelle AR319. La réponse générale est identique à la précédente observation. Les parcelles AR72 et AR73 se différencient par leur occupation (Terre ou bois). L'ensemble est à réétudier en liaison avec la CC et le projet définitif dépendra de la DCC.
2/19	<b>15530 VIGNAUD Danièle</b>	Lettre en complément de l'observation n°44	La réponse a été donnée pour l'observation n°44
2/20	<b>280 GF PICAQUITAINE BELLANGER Philippe</b>	Demande la modification d'un chemin d'exploitation.	La demande est logique et doit être prise en considération par la CC.
2/22	<b>3680-3690 CHAMAILLARD François</b>	Dépose une lettre en complément de l'observation manuscrite n°44	La réponse a été donnée pour cette observation.
2/23	<b>3920 CHARRUEY Frédéric</b>	Dépose une lettre en complément de l'observation manuscrite n°81	La réponse a été donnée pour cette observation.
2/24	<b>15170 TRENTO Claire</b>	La parcelle proposée est refusée (YO10)	La décision de réattribution est du ressort de la CC.
2/25	<b>9600 LATOUCHE Benoît</b>	Demande de réétudier les limites de la parcelle YS49.	Décision à venir suite à la lettre de Mme ESTRADE qui demande une rectification dans le même sens. Reconfiguration des parcelles YS50 et 55 à étudier puis DCC.
	<b>210 GFA des BARRIERES LATOUCHE Benoît et Freddy</b>	Demande de rectification de limites sur diverses parcelles	Section YT : envisageable. L'ensemble des modifications doit faire l'objet de négociations entre les différents propriétaires sous couvert de la CC. Même réponse pour la section YV.
2/26	<b>470 SCI SAINTE ROSE DAMCALE Jean-Alain</b>	Renonce à la coupe de bois, mais demande en contre partie une modification des limites de ses parcelles	Il s'agit des parcelles YH21 et 22. La modification souhaitée est à étudier en liaison avec la CC.
2/27	<b>780-790 ANASTAY Patrice</b>	1 Demande la révision du bornage 2 Remise en état de ces parcelles 3 Acquisition de la parcelle YE46	1 Vérification positionnement des bornes à effectuer. 2 Remise en état à prévoir dans le cadre des travaux connexes 3 Pris note. La SAFER doit être contactée directement par le demandeur.
2/28	<b>4740 COUREAU Philippe</b>	1 Lettre en complément des observations déjà formulées. 2 Lettre destinée au président de la CAF	1 complément des observations 35 et 38 2 complément observations 38 et 52
2/29	<b>1980 BERTET Stéphanie</b>	Demande de travaux sur la parcelle YM28	L'ensemble des travaux demandés concernant l'aménagement de l'écoulement des eaux sur la parcelle YM28. Les travaux destinés à limiter cet inconvénient doivent être inscrits à la liste des travaux connexes en relation avec la mairie pour ce qui est de la voirie.



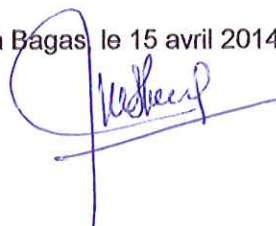
#### **4-2- OBSERVATIONS D'ORDRE GENERAL :**

En règle générale, la participation du public a été très importante. Les avis sont partagés quant à la présentation des propositions par rapport aux desideratas exprimés par les différents propriétaires lors de la mise en place de la commission de réaménagement foncier.

La présence permanente de Monsieur RAMBEAU, géomètre, a grandement facilité le travail du commissaire enquêteur, vite débordé par la présence nombreuse du public mais aussi parfois par des mouvements d'impatience de celui-ci.

La mise en place sous forme d'affichage à grande échelle des nouvelles zones ainsi que l'accès au registres nominatifs, ont permis aux propriétaires d'identifier et de repérer leurs parcelles. Un mode d'emploi adapté et compréhensif pour tous aurait cependant facilité le travail de recherches.

Fait à Bagas le 15 avril 2014



**Jean-Maurice LESBACHES**  
**Commissaire Enquêteur**  
**5, MONTAUGE**  
**33190 BAGAS**  
**0556714169**  
[jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr](mailto:jeanmo.lesbaches@wanadoo.fr)

## **CONSEIL GENERAL DE LA GIRONDE**

\*\*\*\*\*

### **COMMUNE DE LARUSCADE**

\*\*\*\*\*

#### **ENQUETE PUBLIQUE PORTANT SUR :**

***Le projet d'aménagement foncier agricole et forestier concernant la commune de LARUSCADE avec extension sur les communes de CAVIGNAC, CEZAC et LAPOUYADE pour 3199 hectares.***

### **CONCLUSIONS ET AVIS**

#### **DU COMMISSAIRE-ENQUETEUR**

\*\*\*\*\*

Nous, soussigné **Jean-Maurice LESBACHES**, demurant 5, Montaugé, 33190 **BAGAS**, avons été désigné par décision n°**E13000145/33** en date du 18 juin 2013 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de BORDEAUX, en qualité de commissaire enquêteur pour mener l'enquête publique sur le projet d'aménagement foncier agricole et forestier concernant la commune de Laruscade avec extension sur les communes de Cavignac, Cezac et Lapouyade pour 3 199 hectares ;

### **CONCLUSIONS**

La réalisation de la ligne à grande vitesse (LGV) Tours-Bordeaux a perturbé sensiblement les activités agricoles et forestières sur la commune de Laruscade ;



L'opération de réaménagement foncier porte sur deux périmètres : l'un de 1 487 hectares permettant de couvrir la commune de Laruscade, l'autre de 1712 hectares représentant le périmètre perturbé sur les autres communes soit un total de 3 199 hectares

Le 14 juin 2013, les membres de la commission communale d'aménagement foncier de Laruscade, après en avoir délibéré, valident à l'unanimité le projet d'aménagement et le programme des travaux connexes présentés

Le conseil général de la Gironde a saisi le conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) afin qu'il émette un avis sur l'étude d'impact ; L'aménagement foncier agricole et forestier (AFAF) est une opération soumise à étude d'impact.

L'autorité environnementale ayant rendu son avis, le conseil général de la Gironde a décidé de soumettre le projet à une enquête publique..

Dès ma désignation, j'ai pris contact avec le conseil général de la Gironde pour fixer les dates de l'enquête publique et arrêter les dates des permanences.

L'arrêté de Monsieur le président du conseil général de la Gironde a été promulgué le 17 décembre 2013.

L'affichage dans les quatre mairies a été contrôlé.

La publicité relative à cette enquête a été conforme à la législation en vigueur avec deux parutions dans la presse locale dans deux journaux différents.

Les propriétaires concernés ont été avertis individuellement

Le dossier mis à la disposition du public durant l'enquête était complet, lisible et conforme aux prescriptions de la réglementation.

L'enquête s'est déroulée sans incidents et en conformité avec les termes de l'arrêté préfectoral. La présence en permanence de Monsieur RAMBEAU, géomètre, a grandement facilité la tâche du commissaire enquêteur.

L'autorité environnementale souligne le caractère complet de l'étude d'impact et le caractère approprié des informations qu'elle contient. Elle souligne cependant quelques aménagements à apporter lors de cette opération

En conclusion, les mesures projetées pour réduire et compenser les impacts environnementaux témoignent de la volonté du maître d'ouvrage de prendre en compte l'environnement dans les différentes phases du projet.

## AVIS MOTIVE

- **Vu l'arrêté du 17 décembre 2013** de Monsieur le président du conseil général de la Gironde;

- **Vu le titre II du livre 1<sup>o</sup> du Code Rural et de la Pêche Maritime** et notamment ses articles **R.123-9 à R123-12.** ;

- **Vu le code de l'environnement** et notamment les **articles L.123-4 et suivants et les articles R.123-7 à R123-23** ;

- **Vu l'arrêté du 27 janvier 2010** de Monsieur le président du conseil général de la Gironde ordonnant l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de Laruscade avec extension sur les communes de Cavignac, Cézac et Lapouyade ;

- **Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Laruscade, Cavignac, Cézac et Lapouyade en dates respectivement des 05 juillet 2013, 05 septembre 2013 et 09 août 2013 approuvant le plan du nouveau réseau de la voirie rurale proposé par la commission communale de Laruscade** ;

- **Vu les propositions** de la commission communale d'aménagement foncier agricole et forestier de Laruscade du 14 juin 2013 relatives au projet d'aménagement foncier et à son programme de travaux connexes;

- **Vu la décision** en date du 18 juin 2013 du Président du Tribunal Administratif de Bordeaux ayant désigné Jean-Maurice LESBACHES pour conduire les enquêtes publiques conjointes ;

- **Vu l'avis** de l'autorité environnementale sur l'étude d'impact globale relative à ce projet ;

- **Vu le décret n°85-453** du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi n° 83.630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

- **Vu les pièces** du dossier soumis à l'enquête publique;

- **Vu mon rapport** ci-annexé;

## **1 Rappel sur le déroulement de l'enquête :**

Les documents présentés à l'enquête publique sont conformes à la réglementation.

Le projet arrêté a été soumis aux personnes publiques associées et le compte rendu est joint au dossier d'enquête.

L'information du public a été faite selon les dispositions réglementaires par affichage et par voie de presse. Le public a eu accès au dossier pendant toute la durée de l'enquête.

Les propriétaires concernés par le projet ont été informés individuellement des dates de l'enquête publique.

## **2 Avis motivé :**

Considérant que le commissaire enquêteur a un rôle consultatif, et que sa mission consiste à recevoir les observations, tant écrites qu'orales, des personnes intéressées par le projet soumis à l'enquête, à les analyser, à émettre des conclusions motivées et à donner un avis sur le projet ;

### **2-1 Participation :**



Considérant que la participation a été nombreuse (environ 250 personnes) et que les durées des permanences ont été dépassées en moyenne de plus d'1h30, cette participation montre tout l'intérêt que suscite une telle enquête publique. La plupart des personnes qui se sont déplacées ont voulu se rassurer quant à la prise en compte de leurs desideratas notamment pendant toute la phase préparatoire en amont.

## **2-2 Le projet :**

Considérant que les observations formulées sur le registre d'enquête et les entretiens avec les visiteurs sont pertinents et partagés quant à leurs avis ;

Seules quatre personnes parmi les visiteurs ont émis un avis favorable. La majorité des observations se prononce contre les propositions qui leurs sont faites mais ne remettent pas en cause la nécessité du réaménagement foncier.

Ces oppositions au projet correspondent à :

- ✓ Un changement par rapport à ce qui avait été proposé lors de la phase en amont,
- ✓ Des limites de parcelles non logiques ;
- ✓ Des erreurs de bornage,
- ✓ Un sentiment d'être lésé par rapport aux parcelles données (superficie, valeur et qualité des bois par exemple,...) ;

*Le rôle de la commission communale après l'enquête publique dans les arrangements et modifications qu'elle va proposer aux demandeurs est très important pour la suite donnée au projet.*

## **2-3 L'avis de l'autorité environnementale :**

Par son avis, l'autorité environnementale montre l'intérêt du projet et confirme les très faibles impacts sur l'environnement.

Le public a été plus préoccupé par des questions personnelles que par l'étude d'impact, les seules questions portant sur l'aménagement et la création d'accès qui ne représentent pas un bouleversement important pour l'environnement.

## **3 Conclusion:**

Considérant qu'après avoir analysé toutes les observations transcrites dans les registres d'enquête, les avoir assorties de conclusions et avoir donné un avis sur chacune d'elles, le commissaire enquêteur doit donner un avis personnel sur le projet soumis à l'enquête;

Considérant que la procédure légale a été scrupuleusement suivie; que les différents services concernés ont été consultés; que la concertation s'est parfaitement déroulée; qu'enfin les habitants qui le désiraient ont été reçus par le commissaire enquêteur afin de répondre à leurs demandes;

Considérant que le dossier mis à l'enquête était complet; que l'étude d'impact a montré que l'ensemble des travaux connexes n'avait qu'un très faible impact pour l'environnement ;

Considérant que sur le plan de la légalité, les textes juridiques ont été respectés

Considérant que les personnes intéressées ont pu obtenir (notamment par la présence d'un géomètre) toutes les informations suffisantes et qu'elles ont pu de ce fait formuler leurs observations ;

Considérant que suite à la rupture dans l'environnement créée par la LGV il est apparu nécessaire de réorganiser les parcelles afin d'en améliorer l'exploitation ;

Considérant que le projet présenté par le conseil général de la Gironde répond de manière positive à l'objectif de regroupement ;

Considérant que si la majorité des observations montre une opposition à la répartition des nouvelles parcelles telles qu'elles sont proposées mais que dans l'ensemble, il n'y a pas d'opposition formelle au projet ;

Considérant que l'enquête publique, s'est déroulée sans incident;

au regard des remarques et suggestions formulées ci-dessus,

**Le commissaire enquêteur donne un avis favorable**

***Sur le projet présenté par le conseil général de la Gironde concernant l'aménagement foncier agricole et forestier de la commune de Laruscade avec extension aux communes de Cavignac, Cézac et Lapouyade.***

Fait à BAGAS, le 15 avril 2014

